

Parlant des massacres de Masisi et Walikale

Le professeur Bucyalimwe : "les politiciens du Sud-Kivu sont sur la piste des tribalistes du Nord-Kivu"

Massacres et conflits déclarés à Masisi et Walikale, génocides à Bunia et le Shaba, intolérance et exclusion tribales à l'ISDR/Bukavu et à l'ISP... Voilà de Bukavu, éminent historien qui croit que le virus de la division tel qu'il a pénétré dans la population du Nord-Kivu natal est en train de ronger l'intellectuel pas l'existence des antécédents historico-politiques dans le conflit Balaga-Bashi, Bahutu-Batutai ou Bahutu et autres peuples du Nord-Kivu.

Jua : Professeur, les politiciens du Nord-Kivu ont mis dernièrement leur région à feu et à sang. Le Sud-Kivu vient d'échapper au pillage pendant la nuit du 25 au 26 juin 1993, deux semaines après les événements de l'ISDR où l'on a parlé de conflits inter-ethniques. Le Nord a-t-il contaminé le Sud-Kivu ?

Bucyalimwe : Je suis de ceux qui soutiennent cette thèse. Sans parler des antécédents historiques qui ne manquent pas entre les communautés qui vivent sur un même terroir, je voudrais évoquer quelques signes qui me confortent dans ma conviction. D'abord, j'ai toujours considéré l'opposition du Sud-Kivu comme étant fondée sur un pied d'argile. Beaucoup de gens y sont entrés par opportunisme. Ensuite, l'adhésion à tel parti politique était motivé plus par l'attachement sentimental à un leader politique de la tribu que par l'appréciation de la qualité du projet de société qui, pour la plupart des cas, n'existe pas. Et puis, le radicalisme dont se targuaient le Sud-Kivu ne m'a jamais convaincu à cause de son caractère artificiel. Plutôt que de parler du radicalisme, je préfère que l'on dise fanatisme et intolérance d'opinion au Sud-Kivu. La preuve est que tout l'édifice de l'opposition et de sa fille, la Société civile, s'est affaissé avec la

défection de Faustin Birindwa. Beaucoup d'opposants (sic) le sont restés dans des conversations à deux, pas publiquement ! Par ailleurs, je comprends encore très mal comment le mécontentement de quelques étudiants à propos de l'élection de trois membres de leur collège à l'ISDR n'a pas été minimisé. Au contraire, il a galvanisé l'attention et les sentiments de frustration, en sens opposé, des Bashi et des Balaga à travers toute la ville de Bukavu. D'après une information à ma disposition MM. Mubake et Kapapa de la Banque du Zaïre/Bukavu viennent d'être mutés pour le Bandundu et l'Equateur par le gouverneur de la Banque, dans la situation actuelle de tension... Même si c'est une mutation disciplinaire justifiée, elle intervient au moment où les relations entre Bashi et Balaga ne sont pas au bon fixe. Cela peut renforcer le fossé entre les deux communautés, surtout par exemple si les deux agents avaient de l'influence sur les leurs. D'autres cas sont connus aux services des Contributions, etc. Le Sud-Kivu pourra exploser car chez beaucoup de gens ici, la démocratie est synonyme d'épuration des populations d'expression rwandaise. On l'a vu lors du dernier recensement de la population et surtout à la CNS où les représentants du Sud-

Kivu et du Nord-Kivu ont parlé le même langage au sujet de cette dernière catégorie des populations.

Jua : La nomination de Birindwa serait à la base de l'accentuation de cette division car il aurait une mission "spéciale" de son chef. Y croyez-vous ?
Bucyalimwe : La nomination de Birindwa comme Premier ministre ainsi que l'agression perpétrée par certains étudiants armés contre le DG de l'ISDR ont fait des Kasaiens, aux yeux de certains, une race potentiellement dangereuse dans le climat politique au Sud-Kivu. Je pense ne pas pouvoir me tromper si je dis qu'un sentiment anti-kasaien et anti-non-originaire est en train de faire son chemin. C'est inquiétant. Le feu, déjà attisé par un groupe ethnique bien connu, peut s'allumer n'importe où au Sud-Kivu : Fizi, Mwenga, Uvira, Kalehe, Bukavu et pourquoi pas à l'intérieur de la communauté des Bashi elle-même. Toutes les conditions sont réunies !

Jua : Mais le conflit inter-ethnique et les massacres au Nord-Kivu, ce n'est pas un vieux disque. On en parle encore aujourd'hui. Les gens s'entre-tuent. Avez-vous un remède à proposer contre la réédition d'un si odieux exploit ?
Bucyalimwe : Grand merci pour cette importante question à laquelle d'aucuns ont répondu publiquement ou dans les coulisses par des contre-vérités. Depuis le déclenchement des massacres des Hutu dans les zones de Walikale, Masisi et dans le Bwito en zone de Rutshuru, le 20 mars dernier, beaucoup de gens

comprennent encore mal les raisons profondes d'une situation aussi tragique. Les milieux officiels, les instigateurs nyanga, hunde et autres anti-magrivistes se sont entendus pour manipuler l'opinion publique et cacher la vraie face des événements en présentant comme bouc-émissaire, la Magrivi (Mutuelle des agriculteurs des Virunga). Je m'inscris en faux contre cette allégation qui ne fait que perpétuer la confusion et embrouiller les pistes de la recherche des solutions aux maux qui rongent le Nord-Kivu et les régions de ces massacres. De un, la situation déplorable que traversent les zones de Walikale, Masisi et le Bwito n'est pas un cas unique au Zaïre. Le Shaba et Bunia, par exemple, souffrent depuis quelques mois des guerres inter-ethniques. Les massacres du Nord-Kivu et ces guerres sont-ils indépendants les uns des autres ? Celui qui répondrait par l'affirmative ne connaît pas ou feint ne pas connaître le jeu politique qui se joue depuis la clôture des travaux de la CNS. De deux, la façon dont la presse a couvert les événements (mutisme total le premier mois, reportage incomplet et parfois orienté...) et l'insensibilité des autorités face au sort des victimes des massacres laissent penser qu'il y a à la base non pas la Magrivi, mais autre chose. C'est l'exécution d'un plan machiavélique d'éruption ethnique hutu dont les auteurs sont à Kinshasa, à Goma et à l'intérieur des zones précitées. Et puis, les massacres des Hutu ne sont pas les premiers en date dans l'histoire du Nord-Kivu car ils ont déjà eu lieu entre 1963 et 1965. A cette époque, une situation a encore été créée

et des hommes, des femmes et des enfants ont été égorgés par les Hunde à Masisi avec l'appui des autorités politico-administratives. Leurs corps ont été jetés dans les rivières du coin ! De trois, le Nord-Kivu est habité par plusieurs ethnies : Hunde, Hutu, Nande, Nyanga, Tembo et Tutsi. Certaines d'entre elles sont en train de lutter pour une hégémonie politique. D'autres, par contre, vivent dans la psychose du syndrome du péril rwandais. Les uns comme les autres recourent à toute sorte de manœuvre pour assouvir leurs ambitions. Ainsi l'alliance ethnique a toujours été utilisée pour freiner l'ascension politique des Hutu. C'est ce qui explique la marginalisation des Hutu depuis les années 1962-1963 et la coalition anti-hutu dans les événements actuels. De quatre, la délégation du Nord-Kivu à la CNS a défendu la politique d'exclusion. Les interventions répétées et souvent mensongères d'un fameux leader comme Shematsi à la TV lors des travaux de la CNS, les propos d'un certain Muhima ou Rashidi (édition 444 de Jua) dénotent un extrémisme aveugle et une intolérance implacable. Ces confrenciers se moquent éperdument de la politique de réconciliation, l'une des devises de ce forum national. Pour eux et leurs mutuelles respectives, il fallait à tout prix régler par les armes le problème de la coexistence avec les autres ethnies. Ils ont profité de l'imbricatio post-CNS pour passer à l'action.

Propos recueillis par Imata Raphaël Déwen

Institut d'Ibando

L'UCB relaie le Corps de la paix

L'Université catholique de Bukavu (UCB), une institution privée, occupera dès la rentrée académique 1993-1994 une large partie des bâtiments d'une école secondaire publique : l'institut d'Ibando, autrefois connu sous l'appellation d'Athénée royal de Bukavu. L'oeuvre est signée gouvernement Birindwa.

En effet, par sa lettre n° MINESPS/CABMIN/CC1/00038/93 du 28 avril 1993, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, avec l'accord du gouvernement issu du conclave, vient de décider que soient cédées sans aucune forme de procès les installations de l'internat de l'Institut d'Ibando à

l'Université catholique de Bukavu au détriment du Centre de formation des stagiaires du Corps de la paix qui y fonctionnait jusque-là sous l'adresse et la tutelle de l'ISP/Bukavu.

Cette mesure de cession de l'internat de l'IIB à l'UCB a provoqué un tollé général au Sud-Kivu où étudiants, professeurs, parents d'élèves, responsables des ONG et autres membres de la Société civile s'interrogent sur le bien-fondé d'une telle mesure. Au point de se demander si demain, d'autres écoles privées, secondaires ou supérieures (ISGEA, ISA, ISECOF, ISFC ...) de Bukavu ne bénéficieront pas des lettres ou arrêtés leur permettant de fonctionner dans les

lycées, collèges et athénées restants.

Les responsables du PCTC (Peace corps training center), aujourd'hui installés à Bujumbura (Burundi) par respect de cette décision de déguerpissement telle que répercutée et mise en exécution par le chef de division régionale de l'EPSP/Sud-Kivu, ne savent plus sur quel pied danser. Contraints à déguerpier dans un délai relativement court, les Américains déplorent, précisent les sources proches de la direction de leur centre de formation, que le gouvernement zaïrois ait oublié les sacrifices consentis par les USA et l'USAID et l'ISP pour la réfection de l'IIB dont le coût des travaux est évalué à de centaines de milliers de dollars

américains. Pendant que dans les milieux politiques de Bukavu d'aucuns ignorent le mode de gestion de quelque 2.000.000 \$ US dont devaient bénéficier l'ISP/Bukavu et la région du Sud-Kivu pour cette occupation du patrimoine zaïrois par les Américains, somme octroyée pour le seul exercice 1980-1990. Une gestion dont seuls l'ISP du père Milani et de son collaborateur Vaccino ainsi que la présidence de la République du Zaïre connaissent le secret, au grand dam des responsables de l'inspection principale régionale, la division régionale de l'EPSP et de la direction de l'Institut d'Ibando.

Pour toutes réponses à la question de leur déguerpissement inattendu, MM. Buddy Charles et Bikayi Obel, respectivement directeur du Centre de formation Peace corps et directeur général de l'ISP écrivent à l'autorité compétente et signent : "Nous vous demandons de nous accorder au moins 45 jours à partir du 21 juin 1993 mais à

l'approche de l'échéance, si les difficultés techniques nous y obligent, nous sollicitons des jours supplémentaires car il est possible que dans les accords passés entre le Peace corps et le gouvernement zaïrois il y soit prévu un préavis plus long que l'échéance que nous sollicitons".

Longtemps malade de sa gestion par préfets Ilunga, Kasongo Kile et leurs successeurs, l'Institut d'Ibando est décidément condamné à mourir : espaces vorts, patrimoine foncier et immobilier en spoliation accélérée, bibliothèque pillée, fenêtres et installations électriques en destruction incontrôlée, indiscipline des élèves normalisée, corruption et monnayage des inscriptions et des résultats scolaires tolérés... Mais qui sauvera l'Athénée d'Ibando, l'une des "dix merveilles" de la ville de Bukavu ?

Imata Raphaël Déwen

Presse

Le comité de rédaction de JUA restructuré

Mutiri, président du comité éditorial

Eyenga directeur de publication et Imata rédacteur en chef

Toujours dans le souci de mieux servir ses lecteurs et annonceurs, le propriétaire et éditeur de l'hebdomadaire Jua vient, ce 5 août 1993 de décider de la restructuration du comité de rédaction de son journal et d'un léger réaménagement de ses services administratifs.

En effet, l'hebdo d'informations générales Jua a essayé, comme il fallait s'y attendre après une petite pause, de recentrer ses forces sur quelques

personnes qui ont eu comme critères de maintien à la rédaction la compétence et l'adhésion à la ligne politique du journal, aujourd'hui âgé de plus de 20 ans. Ces deux critères nous semblent être les plus importants dans la période de la grave crise qui secoue la presse zaïroise en général mais surtout également en ces moments où tout le peuple zaïrois s'engage dans la lutte pour la démocratie, le vrai changement

en dépit de quelques turbulences politiques.

Ainsi faudra-t-il rappeler que fidèle à notre journée de réflexion tenue en la salle Concordia en 1991 et à notre engagement au respect de multiples vœux de notre lectorat, Jua soutiendra les acquis de la Conférence nationale souveraine et rejettera tout débat conforme aux visions qui contribuent au maintien de l'ordre dictatorial de triste

mémoire.

L'équipe expérimentée de Jua continuera à être animée par le directeur de publication, M. Eyenga Sana, qui devient ainsi le responsable numéro un, aussi bien de la rédaction que de l'administration. Ce poste n'étant pas une sinécure, M. Eyenga devient, conformément aux dispositions de la loi n° 81/11 de la presse, pénalement et civilement responsable avec le

propriétaire du journal Jua, M. Mutiri. Ce dernier, compte tenu de ses nombreuses charges dans les associations socio-professionnelles au niveau local, national et international ne se limitera désormais qu'à présider les réunions qui fixent les grandes lignes d'orientation du journal et présidera régulièrement le comité chargé de fixer la politique éditoriale de chaque édition.

M. Eyenga Sana sera secondé par le rédacteur en chef, M. Imata Dunia-Wen, M. Kahindo Muhasa Tsongo, actuellement chef d'agence de Jua à Goma est promu rédacteur en chef adjoint. Tandis que Bisimwa Tserou secrétaire de rédaction principal est hiérarchiquement assisté des secrétaires de rédaction Malekera Bahati, Kassa Malonga et Lukeka Cin Miya ainsi que du reporter Mutungwa Abandewa.